

SOMMAIRE

Introduction.....	1
1. Un partenariat dynamique et indispensable pour les deux pays.....	2
1.1. L'économie : clé de réussite du partenariat.....	3
1.2. Lutte contre l'immigration irrégulière.....	4
1.3. Lutte contre le terrorisme.....	7
2. Un antagonisme géostratégique complexifiant le bon voisinage.....	8
2.1. La persistance de frictions autour du Sahara.....	8
2.2. Le statut de Ceuta et Melilla et des Plazas de Soberanía.....	11
2.3. L'opposition entre l'Espagne et l'Algérie.....	14
Conclusion.....	16

Maroc-Espagne : partenariat dynamique et antagonisme géostratégique

Introduction

Le 7 avril 2022, à l'invitation du roi Mohamed VI, le président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, s'est rendu à Rabat pour inaugurer une nouvelle étape dans les relations bilatérales entre le Maroc et l'Espagne. Le souverain marocain et le chef de l'exécutif espagnol ont convenu d'une ambitieuse feuille de route revitalisant le partenariat bilatéral dans tous les domaines¹. Cette visite intervient après plusieurs mois d'une grave crise diplomatique provoquée par l'arrivée en Espagne du secrétaire général du Front Polisario pour y être soigné de la Covid-19. À la mi-avril 2021, Brahim Ghali avait atterri à Saragosse, dans un avion médicalisé de la présidence algérienne, avant de s'enregistrer sous un pseudonyme dans un hôpital de Logroño². Tandis que la ministre espagnole des Affaires étrangères Arancha González Laya continue à défendre cet accueil comme une « *décision à caractère humanitaire envers un citoyen espagnol* », la diplomatie marocaine a dénoncé un « *acte grave et esprit de partenariat et de bon voisinage* ». En réaction, en mai 2021, le Maroc a rappelé son ambassadrice à Madrid et relâché ses contrôles frontaliers avec Ceuta, provoquant l'afflux d'environ 8 000 candidats à l'immigration sur l'exclave. Le 1^{er} juin 2021, ajoutant à la crise avec Rabat, la justice espagnole a classé sans suite une plainte pour « génocide » déposée par l'Association Sahraouie pour la Défense des Droits de l'Homme (ASADEH) contre Brahim Ghali, qui a pu retourner en Algérie.

Malgré la brouille diplomatique, le Maroc et l'Espagne ont multiplié les gestes d'apaisement. Le 10 juillet 2021, Pedro Sánchez procède à un remaniement ministériel et remplace Arancha González Laya, vilipendée pour sa gestion de la crise diplomatique avec le Maroc, par José Manuel Albares. Le 20 août 2021, le roi Mohamed VI appelle à fonder avec Madrid une nouvelle relation reposant sur « *la confiance, la transparence, la considération mutuelle et le*

¹ Maroc Diplomatie, « [Déclaration conjointe au terme des discussions entre SM le Roi Mohammed VI et le président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez](#) », 7 avril 2022.

² Miguel González, « [Un favor a Argelia que envenena la relación con Marruecos](#) », *El País*, 11 mars 2021.

³ « [Entrevista con la exministra González Laya : ± V \[á \[Á • ã | ç ã 5 Á ^ } Á | æÁ & ! ã • ã • Á & \[} Á T æ | ! ~ ^ & æ { | æfi æ • Á á »](#), *El Periódico*, 7 juin 2022.

⁴ Maroc Diplomatie, « [Maroc-Espagne : Précisions du Maroc en réaction à la multiplication des déclarations des responsables espagnols tentant de justifier l'acte de génocide](#) », 8 mai 2021.

respect des engagements⁵. Le 14 mars 2022, Pedro Sánchez fait un pas supplémentaire en adressant une missive au souverain marocain dans laquelle il écrit « du Sahara occidental pour le Maroc et souligne que « *... établie en 2007 comme la base la plus sérieuse, réaliste et crédible pour la résolution du différend* ». Pour rappel, le Royaume chérifien défend sa souveraineté sur cette ex-colonie espagnole comme une réalité historique, une question d'intégrité territoriale et une cause nationale ne pouvant faire l'objet d'aucune négociation. En mettant fin à sa traditionnelle « neutralité active » sur ce dossier, l'Espagne a provoqué l'ire de l'Algérie, son premier pourvoyeur de gaz et le principal soutien du Front Polisario. Le 8 juin dernier, Alger a suspendu le Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération conclu avec Madrid en 2002. De son côté, le Front Polisario a annoncé rompre tout contact avec le gouvernement espagnol actuel.

En soutenant le plan d'autonomie marocain de 2007, l'Espagne confirme la priorité accordée au Maroc dans sa politique étrangère. Tributaire de la formule du « matelas d'intérêts » (« *colchón de intereses* »), tout un pan de la pensée stratégique espagnole a longtemps préconisé le développement d'une coopération multisectorielle et d'intérêts communs avec le Maroc comme amortisseur aux contentieux géostratégiques. La présente note explique le dynamisme du partenariat maroco-espagnol à l'aune d'intérêts partagés dans les domaines de l'économie et des luttes contre l'immigration illégale ou le terrorisme. En dépit de cette proximité, le voisinage entre le Maroc et l'Espagne est marqué par une certaine complexité, un manque de confiance mutuelle et un antagonisme géostratégique face auxquels le « matelas d'intérêts » accuse des carences. La persistance de frictions autour du conflit au Sahara, la question de la présence espagnole au nord du Maroc et l'opposition entre les partenariats maroco-espagnol et algéro-espagnol constituent des défis géostratégiques qui altèrent cycliquement les relations bilatérales entre les deux voisins.

1. Un partenariat dynamique et indispensable pour les deux pays

Avec la signature du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération du 4 juillet 1991, les relations entre le Maroc et l'Espagne ont gagné en dynamisme et en complémentarité. Depuis cette date, les deux pays ont organisé onze réunions de haut niveau et plusieurs réunions sectorielles approfondissant leur coopération dans des secteurs variés tels que le commerce, la culture, l'environnement ou la sécurité. Le 13 février 2019, les souverains du Maroc, Mohamed VI, et d'Espagne, Felipe VI, ont signé onze accords bilatéraux consolidant le partenariat stratégique bilatéral dans de nombreux domaines comme l'énergie ou la lutte contre la criminalité⁷.

⁵ « Mohamed VI aspire à une nouvelle étape, sans précédent », *Al-Ahram*, 20 août 2021. ^

⁶ Miguel González, « La carta de Pedro Sánchez a Mohamed VI », *El País*, 23 mars 2022. ^

⁷ « *Shéhérazade et le roi de la coopération* », *Jeune Afrique*, 13 février 2019. ^

1.1. Outils de médiation et de médiation -espagnol

Depuis 2012, l'Espagne a ravi à la France sa place de premier partenaire commercial du Maroc en s'imposant comme le premier fournisseur et le deuxième client du Royaume chérifien⁸. Le Maroc est pour sa part le deuxième partenaire commercial de l'Espagne en dehors de l'Union européenne (EU) et son premier marché africain⁹. Soutenu par un taux de croissance annuelle de 10 % depuis 2011, le volume des échanges commerciaux entre Rabat et Madrid a atteint 16,8 milliards d'euros en 2021¹⁰, un montant qui devrait s'élever à 24 milliards d'euros en 2025 selon la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM)¹¹. Cette complémentarité des échanges entre le Maroc et l'Espagne résulte de facteurs tels que la proximité géographique, des avantages comparatifs complémentaires s'intégrant dans des chaînes de valeur globales dans l'automobile ou le secteur textile-habillement, l'implantation de 800 entreprises espagnoles au Maroc ou encore la présence d'une importante communauté marocaine en Espagne¹². Au niveau régional, l'adhésion du Maroc au partenariat Euromed et sa signature d'un accord de libre-échange avec l'UE ont encore renforcé les échanges commerciaux entre les deux pays. Malgré la crise sanitaire et la récente brouille diplomatique, les importations marocaines en provenance de l'Espagne se sont établies à 9,5 milliards d'euros en 2021, soit un bond de 29,2 % par rapport à 2020. De la même manière, les exportations marocaines vers l'Espagne ont atteint 7 milliards d'euros en 2021, marquant une augmentation de 14,6 % par rapport à l'année précédente¹³. Cette complémentarité économique est d'autant plus vitale que dans le contexte de la guerre en Ukraine et de la reprise post-Covid-19, les deux pays font face à une importante hausse de l'inflation et à un ralentissement de leur croissance.

Malgré ce dynamisme, le partenariat économique maroco-espagnol comporte une certaine asymétrie. En 2020, l'Espagne était la destination de 15,2 % des exportations du Maroc et l'origine de 23,9 % de ses importations¹⁴ ; en comparaison, le Maroc était la destination de seulement 2,6 % des exportations de l'Espagne et l'origine de 2 % de ses importations¹⁵. En outre, Rabat a enregistré un déficit commercial de 2,2 milliards d'euros avec son voisin du nord en 2021¹⁶. Si la récente réconciliation entre Rabat et Madrid a permis à l'Espagne de devenir le troisième investisseur en stock au Maroc, en 2022, cette dernière reste en deçà des IDE émiriens et français à destination du Royaume chérifien¹⁷. Avec des investissements en stock de l'ordre de 111 millions d'euros en 2019, le Maroc se situait à la 62^{ème} position des IDE à destination de l'Espagne¹⁸. Concernant l'agriculture, l'augmentation des exporta-

⁸ Maroc Diplomatique, « [Š ^ Á & \[{ { ^ ! & ^ Á ^ } c ! ^ Á | q Ò • \] æ * } ^ Á ^ c Á](#) », 11 mars 2022. & Á æ c c ^ ã } c Á

⁹ Ester Gómez, « [El comercio entre España y Marruecos alcanza cifras récord](#) », *Atalayar*, 7 mars 2022.

¹⁰ Mohamed Jaouad El Kanabi, « [Maroc/Espagne : entre la diplomatie et le commerce tout un monde](#) », *Hespress*, 5 mars 2022.

¹¹ Samir El Ouardighi, « [Maroc-Espagne : les flux commerciaux devraient doubler en 2025 \(CGEM\)](#) », *Media24*, 11 février 2019.

¹² T ã } ã • c — | ^ Á à ^ Á | q " & [] [{ ã ^ Á ^ c Á à ^ • [Podrías ser el Reino de España de los intercambios comerciales crecientes](#) », avril 2015.

¹³ Ester Gómez, *op. cit.*

¹⁴ Office des Changes, « [Rapport annuel : Commerce extérieur du Maroc](#) », 2020.

¹⁵ Red de Oficinas Económicas y comerciales de España en el exterior, « [Marruecos, relaciones bilaterales](#) ».

¹⁶ Mohamed Jaouad El Kanabi, *op. cit.*

¹⁷ Brian Brequeville, « [14 MMDH de dividendes ont été transférés en devises par les investisseurs étrangers en 2021](#) », *Media24*, 18 juillet 2022.

¹⁸ Oficina de información diplomática, « [Ficha país : Reino de Marruecos](#) », mars 2022.

tions marocaines de fruits et de légumes à destination de l'UE a suscité l'inquiétude de l'Union des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) d'Andalousie. Dans cette guerre de la tomate et de la pastèque, l'UPA continue à faire pression sur le gouvernement espagnol et l'UE pour réduire les exportations marocaines vers l'Europe.

La fin de la brouille diplomatique entre Rabat et Madrid a revitalisé le partenariat économique entre les deux pays. Après deux ans d'arrêt, le retour de l'opération Marhaba et son équivalent espagnol Paso del Estrecho est vécu comme un soulagement par les milieux de l'hôtellerie, de la restauration ou du transport sur les deux rives de l'Alboran. En 2019, ce dispositif estival facilitant le retour de la diaspora marocaine au pays a permis à près de 3,3 millions de Marocains et environ 760 000 véhicules de traverser le détroit de Gibraltar à partir des ports espagnols¹⁹. L'annulation l'an passé de cet important flux transcontinental avait fait perdre 1,1 milliard d'euros et 4 000 emplois à l'économie espagnole²⁰. Côté marocain, les autorités avaient tenté de sauver l'opération Marhaba en augmentant les départs à partir des ports français et italiens, en baissant les prix des billets d'avion et en ouvrant une nouvelle ligne maritime entre Portimão et Tanger. Si la réconciliation entre Rabat et Madrid a relancé les discussions sur le projet d'un tunnel sous le détroit de Gibraltar ou l'ouverture de nouvelles liaisons aériennes, le plus grand acquis pour Rabat reste l'organisation d'un forum entrepreneurial maroco-espagnol à Dakhla. Depuis 2015, date de lancement du « Programme de développement des Provinces du Sud » par le roi Mohamed VI, le Maroc a fait du développement économique du Sahara une priorité. La réalisation d'une voie express Tiznit-Dakhla de mille kilomètres, la construction d'un immense port à Dakhla ou la création d'un centre hospitalier universitaire à Laâyoune s'inscrivent dans cette dynamique. Fort de sa réconciliation avec l'Espagne, le Maroc veut bénéficier de l'expertise et des investissements espagnols pour développer davantage les secteurs de la logistique, des énergies renouvelables, du tourisme, de l'artisanat ou de l'aquaculture au Sahara²¹. Par ailleurs, la proximité de ce territoire avec les îles Canaries et la présence d'une communauté hispanophone dans la région constituent des atouts pour les investisseurs espagnols. Les 8 et 9 mars derniers, Dakhla accueillait également un forum d'investissement maroco-américain.

1.2. Outils de médiation : un partenariat indispensable

En mai 2021, l'entrée de 8 000 migrants à Ceuta en vingt-quatre heures suite à un relâchement des contrôles des autorités marocaines a illustré la dépendance de Madrid vis-à-vis de Rabat dans la lutte contre l'immigration illégale. Dans une interview accordée à Europe 1, le ministre des Affaires étrangères Nasser Bourita a rappelé qu'entre 2017 et 2021, le Maroc a empêché 80 tentatives d'incursions sur Ceuta et échangé près de 9 000 informations sur l'immigration clandestine avec Madrid²². Malgré ces efforts, en 2021, selon le Système Européen de Surveillance des Frontières, Eurosur, 40 000 migrants, dont 31 % de Marocains, ont

¹⁹ « [Marhaba 2022](#) », [France Info](#), 7 juin 2022.

²⁰ « [El cierre del Estrecho restará 1.500 millones y 4000 empleos](#) », [www.eleconomista.es](#), 10 juin 2022.

²¹ Juan Peña, « [¿Se acabó la inmigración ilegal? Los expertos dicen que no](#) », [Atalayar](#), 22 juin 2022.

²² « [L'Espagne a empêché 80 tentatives d'incursions sur Ceuta](#) », [Europe 1](#), 23 mai 2021.

débarqué par la mer en Espagne²³. Depuis le 25 juin 1991, date de l'adhésion de l'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985, Madrid a cherché à externaliser le contrôle des migrations vers le Maroc. La création de l'espace Schengen a rassemblé les pays de l'UE autour d'une politique commune en matière de visas, d'asile et d'immigration, catalysant l'idée d'une souveraineté européenne et une sécurisation de la question migratoire. Exemple de cette coopération, l'UE a financé à hauteur de 200 millions d'euros la construction d'une barrière de fils barbelés autour de Ceuta. Par ailleurs, les négociations maroco-espagnoles sur la gestion de l'immigration illégale ne se font pas indépendamment de l'UE²⁴. Dans le cadre du processus de Barcelone ou de la Politique européenne de voisinage (PEV) lancée en 2004, l'UE a appuyé l'externalisation de la question migratoire vers les pays du sud de la Méditerranée, principaux espaces de transit migratoire vers l'Europe. Lors du septième sommet d'association Maroc-UE en 2008, le Maroc, loué pour ses efforts contre l'immigration illégale, a été le premier pays du sud de la Méditerranée à bénéficier du statut d'« associé avancé » de l'UE. Symbole de cette dynamique, le Maroc fait partie du Système Intégré de Vigilance Extérieure (SIVE), dispositif sophistiqué de contrôle par radar et caméras infrarouge jugulant l'immigration clandestine vers les Canaries et les côtes andalouses. Entre 2018 et 2020, la politique migratoire du Royaume chérifien a bénéficié d'une aide de 343 millions d'euros de la part de l'UE²⁵.

Le Maroc, pays d'émigration et de transit, est devenu au fil des années terre d'accueil temporaire ou long²⁶. L'instauration du système Schengen a renforcé les tendances migratoires sud-sud, exposant Rabat à une pression migratoire accrue. En 2013, le Royaume chérifien, bénéficiant du soutien financier de l'UE, a lancé une nouvelle « Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile » (SNIA). Impulsée par le roi Mohamed VI et le Conseil national des droits de l'homme (CNDH), elle a doté le Maroc d'un cadre réglementaire et institutionnel adapté à la migration. En outre, cette nouvelle politique a permis la régularisation de 50 000 migrants entre 2014 et 2015 et entre 2016 et 2017²⁷. Malgré ces efforts, Heba Morayef, directrice du programme Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Amnesty International a accusé le Maroc de mener une « répression choquante contre les migrants et les réfugiés²⁸ ». LONG accuse le Maroc de mener régulièrement des rafles, des arrestations arbitraires et des déplacements forcés visant les migrants subsahariens. Dans une interview accordée au journal *Le Monde*, Nasser Bourita a souligné que les réseaux de passeurs présents dans les forêts de Cassiago et en périphérie de Nador (zones proches de Ceuta et Melilla) s'attaquent régulièrement aux forces de l'ordre marocaines et aux migrants eux-mêmes²⁹. L'Espagne est souvent pointée du doigt pour ces « refoulements à chaud » (« devoluciones en caliente ») provoquant le renvoi de migrants vers le Maroc, sans prise en compte de leur situation particu-

²³ « [Le Maroc a secouru plus de 14 000 migrants en mer en 2021, et déjoué plus de 63 000 tentatives](#) », [www.info-migrants.net](#), 9 mai 2022.

²⁴ Nora El Qadim, « [La politique migratoire européenne vue du Maroc : contraintes et opportunités](#) », *Politique européenne*, n° 31, 2010/2, pp. 91-118.

²⁵ Pierre Cochez, « [Immigration K Á | q W} ā \[\] Á ^ ~ | \[\] ... ^](#) », *La Croix*, 3 décembre 2020. T æ! [&

²⁶ Mehdi Alioua, Jean-Noël Ferrié, Helmut Reifeld (dir.), « [La nouvelle politique migratoire marocaine](#) », Konrad Adenauer Stiftung / Université internationale de Rabat, 2017.

²⁷ Hicham Houdaïfa, « [W} ^ Á ā { | æ • ^ Á b ~ • ~](#) » in Hicham Houdaïfa (dir.), *Migrations au Maroc : l'impasse ?*, En toutes lettres, 2019, pp. 11-15.

²⁸ « [Maroc. Des milliers de réfugiés et de migrants subsahariens sont visés par une répression illégale continue](#) », Amnesty International, 7 septembre 2019.

²⁹ « [Maroc K Á ± Š æ Á • ^ ~ | ā Á | æ b ā ā x Á & Á @...! ^](#) » c ^ Á à ^ Á | q Ò ~ | [] ^ Ê Á & m ^ • c Á { ^ c c • ā » entretien avec Nasser Bourita, *Le Monde*, 2 novembre 2018.

lière et sans possibilité de demander l'asile. Bien que la Charte des droits fondamentaux de l'UE interdise les refoulements sommaires, la Cour européenne des droits de l'Homme a statué en 2020 que ceux dont ont fait l'objet un citoyen malien et un citoyen ivoirien lors d'une tentative d'incursion sur Melilla en 2014 ne constituaient pas une violation des droits de l'Homme dans la mesure où les migrants ont fait usage de la force pour pénétrer dans l'exclave³⁰. Ces « *devoluciones en caliente* » ne sont pas du goût du Maroc, qui, malgré la signature d'un accord de réadmission provisoire avec l'Espagne en 1992, est hostile au refoulement de ressortissants de pays tiers sur son sol.

Le 24 juin dernier, le renouvellement du partenariat migratoire entre Rabat et Madrid a été mis à l'épreuve par la tentative d'incursion d'environ 2 000 migrants sur l'exclave de Melilla. Les affrontements entre migrants et forces de l'ordre, couplés à l'effondrement d'un pan de la clôture et des bousculades, provoquent alors la mort d'au moins 23 migrants. L'ONU a accusé le Maroc et l'Espagne d'avoir eu recours à « *un usage excessif de la force* » contre les migrants et a appelé les deux pays à mener une « *enquête efficace et indépendante* ». Pedro Sánchez, le Premier ministre espagnol, dénonçant une attaque contre « *l'intégrité territoriale* » de l'Espagne, a décrit cette tragédie comme « *un assaut violent et organisé de la part des mafias qui se livrent* »³¹. Un communiqué de l'ambassade du Maroc à Madrid a pointé du doigt la responsabilité d'Alger, en soulignant que « *les assail-*

le contrôle de ses frontières avec le Maroc »³². Le rapport préliminaire de la CNDH a exclu la responsabilité du Maroc dans la mort des migrants, privilégiant la piste de « *économique* » par bousculade et mouvement de foule comme la principale cause à l'origine des décès³⁴. Du côté de l'UE, Bruxelles a tenu à renforcer son soutien à Rabat et Madrid dans la lutte contre l'immigration illégale. Le 8 juillet dernier, la Commissaire européenne chargée des affaires intérieures, Ylva Johansson, et le ministre espagnol de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska, ont rendu visite au ministre marocain de l'Intérieur, Abdelouafi Laftit. Rappelant que le Maroc a sauvé 26 000 migrants en mer au premier semestre de 2022 et louant les efforts de la CNDH et du Royaume chérifien dans l'enquête sur la tragédie de Melilla, ces responsables se sont mis d'accord pour lancer un partenariat rénové en matière de migration et de lutte contre les réseaux de trafic de personnes³⁵. En outre, l'UE va doter le Maroc d'une enveloppe supplémentaire de 500 millions d'euros pour lutter contre l'immigration illégale³⁶.

³⁰ « www.informigrants.net, 14 février 2022. »

³¹ « [Drame de Melilla](https://www.lepoint.fr/actualites/magasin/drame-de-melilla-29-juin-2022-2022) », *Le Point*, 29 juin 2022.

³² « [Melilla : l'attaque à l'intérieur](https://www.rtve.es/noticia/mundo/2022/07/25/melilla-ataque-ataque-inte-2022-07-25/) », *RTVE*, 25 juin 2022.

³³ « [Évènement de Melilla](https://www.ledevoir.com/actualite-international/2022/06/27/evnement-de-melilla-27-juin-2022/) », *Le Devoir*, 27 juin 2022.

³⁴ « [Drame de Melilla : le docteur Adil el-Ü](https://www.elfinanciero.com.mx/melilla-2022-07-13/) », *El Financiero*, 13 juillet 2022.

³⁵ Commission européenne, « [Communiqué de presse conjoint : La Commission européenne et le Maroc lancent un partenariat rénové en matière de migration et de lutte contre les réseaux de trafic de personnes](https://ec.europa.eu/press/communique/2022-07-08) », 8 juillet 2022.

³⁶ María Martín, « [Marruecos recibirá 500 millones de la UE para que controle sus fronteras](https://www.elpais.com/maroc/2022/08/15/marruecos-recibira-500-millones-de-la-ue-para-que-controle-sus-fronteras) », *El País*, 15 août 2022.

1.3. O

-espagnol

Le 11 mai 2022, dans le cadre de la neuvième réunion de la coalition internationale contre Daesh à Marrakech, le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, a rappelé que l'Espagne est engagée aux côtés du Maroc dans la lutte contre le terrorisme³⁷. Le 10 août dernier, le directeur général de la Direction générale de la surveillance du territoire du Maroc (DGST), Abdellatif Hammouchi, a reçu le directeur général de la police espagnole, Francisco Pardo Piqueras. Les deux hommes ont discuté de questions sécuritaires relatives à la lutte contre le terrorisme et le crime organisé. Endeuillés par les attentats islamistes de Casablanca de mars 2003 et de Madrid de mars 2004, les deux pays ont placé la lutte contre le terrorisme au centre de leur coopération bilatérale. Le 19 mai 2004, les ministres marocain et espagnol de la Justice ont instauré des magistrats de liaison facilitant l'échange d'informations et la collaboration dans les travaux d'investigation sur les actes terroristes et le crime organisé. En 2011, les deux pays ont signé un accord de coopération policière transfrontalière qui établit des centres de coopération à Tanger et Algésiras luttant contre le trafic de drogue et d'armes, l'immigration irrégulière et le terrorisme. Ce partenariat a permis de déjouer près de 82 tentatives d'attentats tout en démantelant de nombreuses cellules terroristes³⁸. Avec l'avènement de Daesh en 2014, la DGST et le Commissariat général de l'information (CGI) ont intensifié leur collaboration en menant trois opérations conjointes : Azteca, Farewell et Kibera. Ces coups de filet permettent l'arrestation de 23 individus affiliés à Daesh et la neutralisation de la brigade Al-Andalus, qui fomentait des attentats au Maroc et en Espagne³⁹. En sus, de 2001 à 2016, le Maroc, membre du Mediterranean Dialogue, a participé aux côtés de l'Espagne et d'autres pays membres de l'OTAN à l'opération Active Endeavour (2001-2016). Lancée à l'initiative des États-Unis en réponse aux attentats du 11 septembre 2001, cette opération a assuré la surveillance du trafic en Méditerranée et la prévention des actes terroristes dans la zone. En dépit de la récente crise diplomatique, le Commissaire général d'information espagnol, Jesús Pedraza, a souligné que l'échange d'information entre Rabat et Madrid s'est poursuivi, ce qui a permis de neutraliser deux membres présumés de Daesh à Tanger et Tarragone, en septembre et décembre 2021. Ángel Llorente, ancien magistrat de liaison espagnol, a noté que la coopération sécuritaire entre Rabat et Madrid pourrait gagner en efficacité par une connexion du réseau judiciaire marocain aux réseaux judiciaires espagnol et européen⁴⁰.

³⁷ Maroc Diplomatie, « [M. José Manuel Albares K Á | q Ò• \] æ* } ^ Á ^ } * æ* ...^ Á æ~ ç Á & f c ...• Á à ~ Á T æ | terrorisme](#) », 11 mai 2022.

³⁸ J. M. Zuluoga, « [La cooperación antiterrorista de Marruecos con España se { æ} c ã ^ } ^ Á ± ^ } Á & , Læ | ~ ~ ã ^ | Á & Razón](#) », 31 mai 2021.

³⁹ L. Barrenechea, R. Alonso, « [La cooperación antiterrorista entre España y Marruecos : ¿un modelo para la estrategia contra el yihadismo?](#) », *Cuadernos de Estrategia 173 La Internacional Yihadista*, IEEE, 2015.

⁴⁰ ABC España, « [Marruecos colabora de forma ejemplar en las investigaciones antiterroristas](#) », 21 janvier 2006.

2. Un antagonisme géostratégique complexifiant le bon voisinage

Malgré un partenariat dynamique, les relations entre Rabat et Madrid font souvent l'objet de crispations souverainistes, d'un manque de confiance mutuel et de crises bilatérales. L'antagonisme géostratégique entre le Maroc et l'Espagne est la conséquence de frictions persistantes autour du Sahara, de nombreux litiges territoriaux et d'une opposition entre les partenariats maroco-espagnol et algéro-espagnol.

2.1. La persistance de frictions autour du Sahara

La décision de Pedro Sánchez d'appuyer le plan d'autonomie de Rabat au Sahara a généré le désaveu d'une partie de l'opinion publique et de la classe politique espagnoles. Le 26 mars 2022, sous le slogan de « Sánchez traître », 2 000 personnes ont défilé à Madrid pour protester contre la décision du Premier ministre socialiste. Selon un sondage publié par *20 minutos* seuls 25 % des Espagnols considèrent positivement le nouveau positionnement de Madrid, et 49 % le jugent préjudiciable aux intérêts de leur pays⁴¹. Ce rejet est particulièrement virulent chez les électeurs de Vox, du Parti Populaire (PP) et de Ciudadanos, qui estiment à 76 %, 64,3 % et 41,6 % respectivement que cette nouvelle donne est néfaste pour l'Espagne. Contrairement à l'opinion publique marocaine, qui considère le Sahara comme une cause nationale et une question d'intégrité territoriale, l'opinion publique espagnole a longtemps été favorable à l'autodétermination des Sahraouis⁴². Alors que des journalistes espagnols, tel Ignancio Cembrero, accusent Rabat d'avoir fait usage du logiciel d'espionnage Pegasus pour faire pression sur Madrid, cette information a été démentie aussi bien par les autorités marocaines qu'espagnoles⁴³. Dans la foulée de la visite de Pedro Sánchez à Rabat le 7 avril dernier, la Chambre des Députés espagnols a adopté une proposition non législative portée par Unidas Podemos, parti de gauche radicale membre de la coalition gouvernementale, et deux partis nationalistes basque et catalan qui ratifie le soutien des députés à l'organisation d'un « référendum d'autodétermination » au Sahara. Alors que le porte-parole du parti d'extrême-droite Vox a affirmé que la politique de Sanchez « *est une erreur qui va nuire à l'Espagne* » et n'est « *pas dans l'intérêt de l'Espagne* »⁴⁴, le porte-parole du parti d'extrême-gauche Unidas Podemos a qualifié « *le fait que Pedro Sánchez n'ait pas défendu « le référendum d'autodétermination » au Sahara* »⁴⁵. Invité à s'exprimer devant les députés, le Premier ministre socialiste a qualifié sa décision de vitale pour protéger les intérêts de l'Espagne⁴⁶. La porte-parole du gouvernement a souligné qu'en soutenant cet accord sur le Sahara, l'exécutif défend « *les intérêts des Espagnols en général et ceux de Ceuta, Melilla,*

⁴¹ Javier López Macías, « [Solo el 25% cree que España gana en el pacto con Marruecos](#) », *20 minutos*, 24 avril 2022.

⁴² William Gazeau, « [Sahara occidental K Á \] \[~ \] ~ \] ã Á \[posèrle au Maroc? »](#) *La Croix*, 22 mai 2021.

⁴³ « [Pegasus : le Maroc porte plainte contre le journaliste Ignancio Cembrero](#) », *TelQuel*, 4 juillet 2022.

⁴⁴ « [Vox no asume la postura sobre el Sáhara como política de Estado: « Est un error que perjudica a España »](#) », *Europapress*, 22 mars 2022.

⁴⁵ « [Podemos subraya « el hecho de que Pedro Sánchez no defendiera el referéndum de autodeterminación en el Sáhara »](#) », *Europapress*, 6 juin 2022.

⁴⁶ Álvaro Esconilla, « [Sánchez defiende su cambio de posición sobre el Sahara en el Congreso](#) », *Atalayar*, 8 juin 2022.

d # »⁴⁷. Côté marocain, aucune déclaration n'est venue confirmer ou infirmer le fait que Rabat renonce à ses revendications sur Ceuta et Melilla ou sur les Plazas de Soberanía. De son côté, le PP, parti de droite conservateur et deuxième formation politique d'Espagne, a accusé le gouvernement socialiste d'avoir cédé face à la pression marocaine et de n'avoir obtenu aucune contrepartie⁴⁸. Malgré cette levée de boucliers, le PP a fini par fermer les yeux sur la décision de Pedro Sánchez sur le Sahara. Le 14 juillet dernier, le Parlement espagnol a rejeté à une vaste majorité de 252 voix contre 333 une proposition de résolution portée par l'EH Bildu et la gauche républicaine catalane appelant à revenir à la traditionnelle position de l'Espagne sur le Sahara⁴⁹. Ce vote à la faveur du Premier ministre socialiste a été rendu possible par le soutien du PP, qui a obtenu des concessions politiques sur d'autres sujets. Cependant, dans une *interview* accordée deux semaines plus tôt à l'Heraldo, le *leader* du PP, Alberto Nuñez Feijóo, principal candidat à la succession de Pedro Sánchez à la Moncloa, a maintenu le doute quant à l'annulation du soutien espagnol au plan d'autonomie marocain⁵⁰.

Malgré les récents coups diplomatiques de Rabat, le Tribunal de l'UE a annulé, le 29 septembre 2021, deux accords commerciaux entre le Maroc et l'UE portant sur le Sahara. Le premier concerne les droits de douanes préférentiels octroyés aux produits d'origine marocaine, le deuxième vise les licences de pêche attribuées par le Maroc aux bateaux européens pour pêcher dans les eaux halieutiques du Sahara. Ce jugement fait suite à deux recours déposés par le Front Polisario en mars 2019. Alors que ce dernier a salué une « *grande victoire* »⁵¹, le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell et son homologue marocain Nasser Bourita ont annoncé poursuivre leur partenariat stratégique⁵². Les 11 et 12 novembre 2021, la troisième commission mixte de l'Accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable a renforcé le soutien de l'UE au secteur de la pêche marocain⁵³. En 2020, les échanges de marchandises entre l'UE et le Maroc ont atteint 35,3 milliards d'euros, faisant de l'UE le premier partenaire commercial du Maroc⁵⁴. La préservation de cet accord de pêche est vitale pour l'UE, qui réalise 91,5 % de ses activités de pêches dans les eaux du Sahara⁵⁵, mais également pour le Maroc qui utilise une partie des 52 millions d'euros versés par l'UE pour moderniser les infrastructures de pêche dans cette région⁵⁶. Cette décision du Tribunal de l'UE est également préjudiciable pour l'Espagne car parmi les 128 navires euro-

⁴⁷ « [El Ejecutivo defiende el acuerdo con Marruecos para proteger a Ceuta, Melilla, Canarias y Andalucía](#) », *El Periódico*, 31 mars 2022.

⁴⁸ Ana Belén Ramos, « [Òl Á Ú Ú Á ç ã } & ~ | æ Á ^ | Á * ã ! \[Á à ^ Á ù \] } & @ ^ : Á & \[} , É / C o n ñ ± & @ æ } c æ ^](#) », *El Confidencial*, 9 juin 2022.

⁴⁹ Mohamed Chakir Alaoui, « [Sahara : la position du gouvernement espagnol se renforce, suite au vote favorable du PP au parlement](#) », *Atalayar*, 15 juillet 2022.

⁵⁰ Heraldo, « [Alberto Núñez Feijóo : « El Sahara es un territorio que pertenece a España y no a Marruecos »](#) », 30 mai 2022.

⁵¹ « [Le Polisario salue la décision de la CJUE la qualifiant de grande victoire](#) », Algérie Presse Service, 3 octobre 2021.

⁵² Maroc Diplomatie, « [Déclaration conjointe de M. Nasser Bourita et M. Josep Borrell haut représentant et vice-président de la Commission européenne](#) », 29 septembre 2021.

⁵³ Commission européenne, « [Ü... • ~ | c æ c • Á à ^ Á | æ Á c | \[ã • ã — { ^ Á Ô \[{ { ã • • ã \[} Á { ã ç c ^ Á à ^ } c | ^ Á | q W | ã \[} Á ^ ~ | } , 15 novembre 2021 : Á | ^ Á T æ | \[&](#)

⁵⁴ Alba Sanz, « [Š q W Ò Á ^ c Á | ^ Á T æ | \[& Á ! ^ } ~ \[! & ^ } c Á | ^ ~ | • Á ! ^ | æ c ã »](#), *Atalayar*, 29 septembre 2021.

⁵⁵ « [Clonninghaué de Á resse in \[1 \] 18](#) », 10 janvier 2018.

⁵⁶ « [Š ^ Á } \[~ ç ^ | Á æ & \[! á Á à ^ Á \] - & @ ^ Á \] æ ! æ \] @ ... Á \] »](#), *EcoActu*, 24 juillet 2018. Á ^ c Á | q W Ò Á ^

peens exerçant des activités de pêche au Maroc, 92 appartiennent à la flotte espagnole⁵⁷. Juanma Moreno, président de l'exécutif andalou, a lancé un appel aux autorités espagnoles pour protéger les intérêts de la flotte de pêche espagnole au Maroc. Le 19 novembre 2021, les 27 ont fait appel de la décision du Tribunal de l'UE.

En appuyant le plan d'autonomie marocain de 2007, Madrid a ouvert la voie à la délimitation des eaux territoriales entre les îles Canaries et le Sahara. En décembre 2019, les deux chambres du Parlement marocain ont adopté à l'unanimité deux lois mettant à jour les frontières maritimes du Royaume chérifien. La loi n° 37.17 complète la loi n° 1.73.211 du 2 mars 1973 en étendant le domaine maritime marocain sur la région du Sahara, de Tarfaya à Lagouira. La loi n° 1.81 modifie quant à elle la loi n° 1-81-179 promulguée le 8 avril 1981 et fixe le domaine maritime du Maroc à 12 miles pour la mer territoriale, 24 miles pour la zone contiguë, 200 miles pour la zone économique exclusive (ZEE) et 350 miles pour le plateau continental. L'Espagne a immédiatement réagi par la voix de son ex-ministre des Affaires étrangères, Arancha González Laya, qui a tweeté que «

U fait que la délimitation maritime nécessitera la résolution des éventuels chevauchements de

»⁵⁸. Lors de sa visite à Rabat en janvier 2020, Arancha González Laya et son homologue marocain Nasser Bourita ont posé le principe de résoudre tout chevauchement de leur espace maritime respectif par le dialogue⁵⁹. En vertu du droit international et de la Convention de Montego Bay de 1982, dont sont signataires le Maroc et l'Espagne, les États ont le droit d'étendre leur ZEE à 200 miles, et jusqu'à 350 miles si l'État concerné justifie d'un plateau continental continu. Actuellement, le principal contentieux entre Rabat et Madrid concerne la délimitation du domaine maritime autour du Mont Tropic (Jabal Tropic), un paléo-volcan situé à environ 269 milles marins de l'île canarienne d'El Hierro et à environ 290 milles marins de la région saharienne de Dakhla-Oued Ed-Dahab. Selon les géologues, cette montagne sous-marine située dans les eaux internationales à une profondeur de mille mètres offre d'importantes réserves en tellure, cobalt ou plomb ainsi que des terres rares utiles à la fabrication de *smartphone* et d'autres appareils électroniques. En 2014, Madrid a mené une expédition pour documenter la zone et a présenté une demande officielle à l'ONU pour que son plateau continental soit étendu à 350 milles marins, une zone englobant le Mont Tropic. Dans la foulée de la réconciliation du Maroc et de l'Espagne et de la reconnaissance par Madrid du plan d'autonomie marocain au Sahara, le groupe de travail sur la délimitation des eaux atlantiques des deux royaumes a repris son activité. Le 25 mai dernier, l'ambassadrice du Maroc à Madrid, Karima Benyaich, s'est rendue à Las Palmas pour souligner que le Maroc entend délimiter ses frontières atlantiques avec l'Espagne à l'aune du «
et de la coopération»⁶⁰.

⁵⁷ « [Así afectará a España el fallo europeo contra Marruecos : la flota pesquera puede perder el caladero saharauí](#) », *ABC Economía*, 29 septembre 2021.

⁵⁸ « [Les lois sur le domaine maritime du Maroc publiées au Bulletin officiel](#) », *TelQuel*, 1^{er} avril 2020.

⁵⁹ Maroc Diplomatie, « [Š Ā T æ! | & Ā ^ c Ā | q Ō • \] æ* } ^ Ā æ ~ ~ ā! { ^ } c Ā | pōut résoudre æ& @^ { ^ } c tout chevauchement de leurs domaines maritimes](#) », 25 janvier 2020.

⁶⁰ Siham Mdiji, « [lles Canaries K Ā S æ! ā { æ Ā Ó ^ } ^ æf l&d@Áaine maritime ā, Š q Ū j ā 27 āñi 2022.](#)

2.2. Le statut de Ceuta et Melilla et des *plazas de soberanía*

En décembre 2020, dans le sillage de la reconnaissance par Washington de la souveraineté marocaine sur le Sahara, l'ex-Premier ministre marocain Saad Dine El Othmani a affirmé que « *les territoires marocains comme de S hara* »⁶¹. Ces propos ont provoqué la colère de Madrid, qui a immédiatement convoqué l'ambassadrice du Maroc. Reliquats coloniaux occupés pour Rabat, territoires espagnols pour Madrid, le statut de ces deux villes altère régulièrement les relations de bon voisinage. Alors que l'ONU refuse d'inscrire Ceuta et Melilla sur sa liste des territoires non autonomes en attente de décolonisation, d'autres organismes internationaux tels que la Ligue arabe, l'Union africaine ou l'Organisation de la Coopération islamique soutiennent les revendications marocaines sur les deux villes. La présence espagnole au nord du Maroc remonte au XV^{ème} siècle. En 1492, les souverains espagnols, Isabel la Catholique et Ferdinand II d'Aragon, parachèvent la Reconquista en annexant Grenade, vestige d'Al Andalous et ultime bastion musulman de la péninsule ibérique. Harassé par les incursions des pirates barbaresques sur ses côtes et motivé par le testament d'Isabel la Catholique appelant à envahir l'Afrique du Nord et convertir sa population au catholicisme, Madrid se constitue un chapelet de places fortes au sud de la Méditerranée⁶². En 1497, Melilla est conquise par la maison ducale de Sidonia avant d'être rattachée à l'Espagne en 1556. Initialement prise par les Portugais aux Mérinides en 1415, Ceuta est définitivement incorporée à l'Espagne en 1640 suite à la dissolution de l'Union ibérique. Pendant des siècles, ces « enclaves-garnisons » furent limitées à leur rôle de forteresses militaires et de bagnes des condamnés⁶³. Avec l'avènement de la dynastie alaouite au XVII^{ème} siècle, le sultan Moulay Ismaïl parvient à reprendre plusieurs places fortes à l'Espagne, notamment la Mamora en 1681, Larache en 1689 et Assilah en 1691. En dépit de nombreuses tentatives de sièges, Ceuta et Melilla restent sous contrôle de l'Espagne. Durant le protectorat espagnol au Maroc, Ceuta et Melilla servent de base arrière à l'armée espagnole pour l'occupation du Rif. Leur statut de ports francs facilite alors l'acheminement des ressources du Rif vers la péninsule Ibérique. Malgré l'indépendance du Maroc en 1956, ces territoires restent sous contrôle espagnol. En 1961, le Maroc, soutenu par l'URSS et les pays arabes, conteste cette situation devant l'Assemblée générale des Nations unies, sans succès. À partir de 1966, le principal *leitmotiv* de la politique étrangère du roi Hassan II a été de soutenir les revendications espagnoles sur Gibraltar. Côté espagnol, Madrid va s'appliquer à ancrer « *l'espagnolité* », ou « *españolidad* », des deux villes tout en faisant évoluer leur statut administratif⁶⁴. En 1978, la nouvelle Constitution espagnole désigne Ceuta et Melilla comme parties intégrantes du Royaume ibérique. En 1995, l'octroi du statut de « ville autonome » à Ceuta et Melilla les place au même niveau que les autres communautés autonomes d'Espagne, ce qui provoque une crise diplomatique avec le Maroc. Une nouvelle crise survient en 2007, au moment d'une visite d'État du roi Juan Carlos à Ceuta et Melilla, la première depuis son intronisation en 1975. Le souverain

⁶¹ Soufiane Chahid, « [Ö...&| æ! æc ã \[\] • Á à q Ò | Á U diãK Æ\) q á • ã ð • Á • Ú æ à | c æ Á Á Á Tr Á T æ! \[& Á ^ } voquée](#) », *TelQuel*, 21 décembre 2020.

⁶² Mostafa Nachoui, « [P ã • c \[ã ! ^ Á à q ~ } ^ Á { \[~ ç æ } & ^ Á c ^ ! | | ã c | | lã ç p ã n i t á m á r o c ! ^ Á | ^ Á T c a i n e e t l a m a r o c a n i t é e s p a g n o l e](#) », *Revue espace géographique et société marocaine*, n° 31, janvier 2020, pp. 57-86.

⁶³ Alicia Fernández García, « [Partis politiques et représentation locale à Ceuta et Melilla \(1977-2015\) : nationalisation et clivages communautaires](#) », *Pôle Sud*, vol. 49, n° 2, 2018, pp. 5-24.

⁶⁴ Yves Zurlo, « [Ceuta et Melilla K Á ç ã | | ^ • Á ^ • \] æ * } | | ^ • Á \[~ Á ã](#) », *Vie Publique*, 6 Août 2016.

espagnol avait appelé à défendre l'appartenance de Ceuta et Melilla à l'Espagne, même au prix d'une intervention militaire.

Le Maroc et l'Espagne sont tous deux déterminés à imposer leur règlement à Ceuta et Melilla. Membre de l'OTAN depuis 1982, l'Espagne fait pression pour que la défense collective de l'Alliance s'applique aux deux villes. Pour rappel, l'article 5 du traité de Washington stipule qu'une attaque contre un membre de l'OTAN constitue une attaque contre toute l'Alliance qui se réserve le droit d'apporter une assistance militaire à la partie attaquée. Or, comme l'indique l'article 6 du même traité, cette disposition ne s'applique qu'à la zone euro-atlantique et n'inclut pas explicitement l'Afrique, où se situent Ceuta et Melilla. Au cours du dernier sommet de l'OTAN à Madrid, les États membres ont approuvé un nouveau concept stratégique prévoyant la défense de « *chaque centimètre carré du territoire des*⁶⁵ Alliés ». Pour Pedro Sánchez, ce nouveau concept dissipe tout doute sur la défense de Ceuta et Melilla par l'OTAN. Cependant, le Secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, s'est voulu plus nuancé en soulignant que la défense collective se décide entre États membres au cas par cas⁶⁶. En outre, l'antenne du parti Vox à Ceuta a accusé Pedro Sánchez d'avoir « *menti* » sur l'inclusion des exclaves dans la zone de protection de l'OTAN en soulignant notamment que « *l'OTAN n'est pas une organisation de défense collective qui protège le territoire des États-Unis, le Royaume-Uni et la* »⁶⁷.

Le Maroc, qui semble peu enclin à faire usage de la force contre son voisin du nord, est pour sa part décidé à poursuivre l'asphyxie économique des deux villes. Malgré la réouverture des postes-frontières de Ceuta et Melilla le 16 mai dernier, le Maroc a interdit la reprise de la contrebande, un commerce atypique qui a longtemps renfloué les deux exclaves et oxygéné les villes marocaines limitrophes. La contrebande génère plus d'1,5 milliard d'euros de revenus pour les deux villes tout en faisant perdre annuellement de 360 à 540 millions d'euros aux douanes marocaines⁶⁸. Pour limiter le commerce transfrontalier, le Maroc a tablé sur des alternatives économiques telles que la création d'une zone d'activité économique à Fnideq ou la construction d'un important port à Nador. Malgré ces efforts, la situation économique des travailleurs transfrontaliers reste précaire. Le 5 février 2021, de nombreux manifestants s'étaient rassemblés à Fnideq pour protester contre la fermeture du poste-frontière de Ceuta.

Pour imposer son règlement à Ceuta et Melilla, le Maroc peut également s'appuyer sur la transformation démographique de la population des deux exclaves. En 1986, contre l'avis de la population d'origine ibérique, le gouvernement socialiste de Felipe González octroie la nationalité espagnole à près de 13 000 habitants d'origine marocaine résidant à Ceuta et Melilla. Forts de cette décision, des partis musulmans s'organisent et se présentent pour la première fois aux élections municipales de 1995. La communauté musulmane représente aujourd'hui près de 50 % de la population des deux villes et bénéficie du taux de croissance

⁶⁵ Jorge Liboreiro, « [L'OTAN étend sa protection à Ceuta et Melilla](#) », *Europa Press*, 15 juillet 2022.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ « [Vox Ceuta avisa que l'OTAN n'est pas une organisation de défense collective](#) », *Vox Ceuta*, 27 juin 2022.

⁶⁸ « [Des centaines de Marocains bloqués à Ceuta et Melilla depuis deux ans en raison de la crise sanitaire](#) », *France Info Afrique*, 11 janvier 2022.

le plus élevé⁶⁹. En outre, en 2013, 10 % de la population de Ceuta étaient nés au Maroc contre 7 % en 2006, un constat similaire à la situation à Melilla, où 22 % de la population de l'exclave étaient nés au Maroc en 2013 contre 16 % en 2006⁷⁰. Inquiets de cette situation, des partis d'extrême-droite, comme Vox, dénoncent régulièrement la « marocanisation » des deux villes⁷¹. Cinq mois après la réconciliation entre Rabat et Madrid, la classe politique espagnole a été ébranlée par les propos de l'ancienne ministre espagnole du Logement, María Antonio Trujillo, qui a ouvertement contesté la présence espagnole à Ceuta et Melilla. Dans le cadre d'un congrès sur les relations maroco-espagnoles à Tétouan les 2 et 3 septembre derniers, l'ex-ministre socialiste a confié à un large public d'étudiants marocains que Ceuta, Melilla et les Plazas de Soberanía sont un « *pas de la main* » du Maroc et « *des vestiges du passé* » qui interfèrent dans ses relations avec l'Espagne⁷². Ces propos n'ont visiblement pas plu aux Assemblées de Ceuta et Melilla, qui ont désigné María Antonio Trujillo comme *persona non grata*.

En plus de Ceuta et Melilla, le Maroc revendique également sa souveraineté sur les Plazas de Soberanía, un ensemble de rochers et d'îlots contrôlés par Madrid et situés le long de la côte méditerranéenne du Maroc. À la différence de Ceuta et Melilla, ces territoires n'abritent aucune population civile. En 2002, une guerre a failli opposer les deux pays sur la souveraineté de l'îlot de Leïla (Persil), un minuscule confetti rocheux de treize hectares situé à environ 150 mètres des côtes marocaines et quatre kilomètres de Ceuta. Les relations entre le roi Mohamed VI et le chef de l'exécutif espagnol José Maria Aznar du PP sont alors au plus bas. Le 3 juillet 2002, le ministre des Affaires étrangères marocain, Mohamed Benaïssa, convoque l'ambassadeur espagnol à Rabat, Rafael Arias-Salgado, après le signalement de bâtiments militaires espagnols dans les eaux territoriales d'Al Hoceïma. Si l'Espagne parle de « *mouvements militaires de routine* » le Maroc y voit une provocation⁷³. Le 11 juillet 2002, invoquant la lutte contre le trafic de drogue et l'immigration illégale, les autorités marocaines installent un poste de surveillance militaire sur l'îlot Persil. En réaction, le 18 juillet, Madrid décrète l'opération Romeo-Sierra, mobilisant 28 commandos espagnols et six hélicoptères qui délogent *manu militari* six mokhzanis postés sur le rocher. Une médiation du Secrétaire d'État américain Colin Powell permet le retrait des troupes espagnoles et le rétablissement du *statu quo ante bellum* empêchant la militarisation du rocher. Selon l'ex-président du gouvernement espagnol, José María Aznar, l'ancien président français Jacques Chirac a soutenu la position de Rabat sur l'îlot Persil et aurait même suggéré à l'Espagne de rétrocéder Ceuta et Melilla au Maroc⁷⁴. Par ailleurs, malgré son soutien à l'Espagne, l'OTAN n'a pas activé l'article 5 du traité de Washington et le principe de défense collective contre le Maroc, partenaire stratégique traditionnel et indispensable de l'Alliance atlantique et des États-Unis. En 2012, un nouvel incident survient cette fois sur le rocher de Badis (Peñón de Vélez de la Gomera) sous contrôle de l'armée espagnole. Dans la matinée du 29 août, des

⁶⁹ Yves Zurlo, *op. cit.*

⁷⁰ Haizam Amirah Fernández, « [Informe Elcano 19, Relaciones España-Marruecos](#) », Real Instituto Elcano, octobre 2015.

⁷¹ Omar Kabbadj, « [Š Ĥ Á \] æ! c ã Á à q ^ c ! - { ^ Á à ! \[ã c ^ Á X \[c Á æ & & , Le Desk | 1^{er} juillet 2021](#) ».

⁷² Antonio Navarro, « [La exministra socialista María Antonia Trujillo K Á ± Ô ^ ~ c æ Á ^ Á T ^ | ã | | æ Á • i - \[} Á ~ } æ Á æ à æ à Á { æ! | | ~ ~ ò Á ^ Á ~ } Á » La Razón, 3^e septembre 2022. æ • æ à \[q](#)

⁷³ José Garçon, « [Leila et Persil sauvent la face](#) », *Libération*, 22 juillet 2002.

⁷⁴ Florence Beaugé, « [Ù ^ | \[\] Á T È Á Œ : } æ! È Á T È Á Ô @ ã ! æ & Á æ Á à ... ~ ^ } à ~ Á | ^ Á T æ! \[& Á & \[\] Melilla](#) », *Le Monde*, 24 mars 2006.

activistes du Comité de libération de Ceuta et Melilla y pénètrent pour y planter des drapeaux marocains. Les forces régulières espagnoles procèdent alors à l'arrestation des activistes sans provoquer de crise majeure avec Rabat.

En 2021, le statut des îles Zaffarines, un archipel de trois petites îles situé en face de la ville marocaine de Ras-El Ma et sous contrôle militaire espagnol depuis 1848, a alimenté la crise diplomatique entre Rabat et Madrid. Le 7 mars 2021, le Bulletin officiel marocain annonce l'octroi de licences d'installation piscicoles à la société marocaine Mediterranean Aquafarm S.A qui procède à l'installation de seize fermes piscicoles dans la ZEE de l'île Zaffarine du Congrès⁷⁵. En novembre 2021, le ministère des Affaires étrangères espagnol transmet un message à l'ambassade du Maroc à Madrid pour dénoncer cette installation, estimant qu'elle a été faite « dans les eaux territoriales espagnoles sans les permis nécessaires pour cette activité »⁷⁶. Ajoutant à la colère de Madrid, il apparaît vite que la société catalane Morenot a participé à la fabrication et l'installation de ces cages. Le ministère des Transports espagnol a ouvert une enquête contre la société Morenot, l'accusant de probables violations des normes environnementales et de sécurité maritime. En fin d'année 2021, Madrid a envoyé deux patrouilleurs à Melilla pour rappeler sa présence dans la zone. Rabat, qui n'a pas répondu aux appels de Madrid, ne reconnaît pas la souveraineté maritime des Plazas de Soberanía. Depuis la réconciliation entre le Maroc et l'Espagne, l'exécutif espagnol n'a pas rouvert ce dossier. Le 3 juin dernier, le député Fernando Gutiérrez Díaz de Otazu du PP a déposé une plainte auprès du Parquet général de l'État espagnol pour exiger le retrait des fermes, dénonçant à l'occasion la passivité de l'exécutif de son pays⁷⁷.

2.3. O *-espagnol et algérien*

En soutenant le plan d'autonomie marocain au Sahara, Madrid a mis fin à sa crise diplomatique avec Rabat pour en provoquer une nouvelle avec Alger. Soutien indéfectible du Front Polisario, l'Algérie a longtemps considéré l'Espagne, ex-puissance colonisatrice du Sahara, comme un allié incontournable dans l'appui d'un référendum d'autodétermination dans cette région. Le changement de position de Madrid passe d'autant plus mal que ni le chef de la diplomatie algérienne Ramtane Lamamra, ni le président algérien Abdelmadjid Tebboune n'ont été préalablement informés⁷⁸. Le 8 juin dernier, l'Algérie a suspendu le Traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage conclu en 2002 par José Maria Aznar et Abdelaziz Bouteflika sur fond de tensions entre eux et le Maroc. En conséquence, l'Algérie a réduit sa coopération avec l'Espagne dans tous les domaines. Sur le plan économique, l'Association des banques et des établissements financiers a demandé le gel de toutes les opérations de commerce extérieur avec l'Espagne. Concernant l'immigration illégale, Alger a stoppé le rapatriement de ses migrants arrivants sur les côtes espagnoles⁷⁹. Enfin, sur le plan de la coo-

⁷⁵ Miguel González, « [España protesta ante Marruecos por instalar una piscifactoría en aguas de las Chafarinas](#) », *El País*, 24 novembre 2021.

⁷⁶ « [Š æ Á ~ ^ | { ^ Á \] ã • & ã & \[| ^ Á æ ~ Á & % ~ | Á â ^ Á } \[~ ç ^](#) », *TelQuel*, 24 novembre 2021.

⁷⁷ Rania Jaouhar, « [Espagne : le Parti populaire porte plainte contre la ferme piscicole marocaine au large des Îles Zaffarines](#) », *TelQuel*, 6 juin 2022.

⁷⁸ Farid Allilat, « [Algérie-Espagne : comment le Sahara a fait exploser leur partenariat](#) », *Jeune Afrique*, 19 avril 2022.

⁷⁹ « [Š q Œ | * ... | ã ^ Á • ~ • \] ^ } á Á | ^ Á | æ | æ c | ã ^ { ^ } ç ã ñ](#) », *www.informigrants.net*, 31 mars 2022.

pération sécuritaire, le ministre espagnol de l'Intérieur a souligné une baisse dans les échanges d'informations entre les deux pays⁸⁰. Côté espagnol, Madrid, qui considère Alger comme un partenaire stratégique au même titre que Rabat, a alterné entre signes d'apaisement et de condamnation. Le 24 mars, soit une semaine après son changement de position sur le Sahara, Madrid a procédé à l'extradition de Mohamed Benhalima, un ancien caporal proche du mouvement islamiste Rachad, exilé en Espagne et connu pour ses vidéos incendiaires contre le régime algérien. Sur une autre note, le 12 juin 2022, la ministre espagnole de l'Economie Nadia Calviño a souligné que la décision de l'Algérie de suspendre son traité d'amitié avec l'Espagne n'est pas surprenante, car « *è de plus en plus sur la Russie* »⁸¹.

Dans un contexte économique difficile marqué par la guerre en Ukraine et la reprise de la Covid-19, l'Espagne a bénéficié du soutien de l'UE, qui a envoyé des signes d'avertissement et de détente à Alger. Dans un communiqué, le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell et le vice-président exécutif de la Commission européenne et Commissaire chargé du Commerce de l'UE Valdis Dombrovskis ont menacé de prendre des mesures de « *rétorsions* » tout en affirmant « *tendre la main aux autorités algériennes pour clarifier rapidement la situation* »⁸². En 2020, le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'UE a atteint 22 milliards d'euros, faisant de l'Europe le premier partenaire commercial de l'Algérie⁸³.

Du fait de sa brouille avec Alger, Madrid est obligée de diversifier les sources de son approvisionnement énergétique. En 2021, le géant algérien du gaz Sonatrach a fourni près de 40 % du gaz naturel importé par l'Espagne à travers le gazoduc maritime Medgaz⁸⁴. Avant le 31 octobre 2021, l'Espagne était également ravitaillée à travers le gazoduc Maghreb-Europe (GME), un couloir verrouillé par l'Algérie suite à la rupture de ses relations diplomatiques avec le Maroc. Avec cette fermeture, les livraisons de gaz algérien vers l'Espagne ont baissé de 41,11 % au premier semestre 2022⁸⁵. Ajoutant à la colère d'Alger, Rabat et Madrid ont décidé de rouvrir le GME en sens inverse, le tube acheminant pour la première fois du gaz naturel d'Espagne, acquis sur les marchés internationaux, vers le Maroc. Le 27 avril 2022, le ministre algérien de l'Energie, Mohamed Arkab, avait informé son homologue espagnole Teresa Ribera que l'acheminement par l'Espagne du gaz algérien vers une destination tierce, une allusion implicite au Maroc, aboutirait à une rupture des contrats entre Sonatrach et ses clients espagnols⁸⁶. Cet avertissement à Madrid intervient dans un contexte délicat où l'UE cherche à se libérer de sa dépendance à l'égard du gaz russe en se tournant vers, entre autres, l'Algérie. Le 18 juillet dernier, le Premier ministre italien Mario Draghi a rencontré le président algérien Abdelmajid Tebboune pour sceller l'augmentation des livraisons de gaz algérien vers l'Italie. Redoutant une interruption définitive de l'approvisionnement en gaz par Moscou, la Commission européenne a proposé que chaque pays membre réduise sa

⁸⁰ Ali Aomar, « [L'Algérie et l'Espagne : une relation complexe](#) », *Observatoire Algérie*, 21 juillet 2022.

⁸¹ Riyad Hamadi, « [Algérie-Espagne : une relation complexe](#) », *ATSA*, 17 juin 2022.

⁸² Majdi Ismaili, « [L'Algérie suspend son traité d'amitié avec l'Espagne](#) », *Anadolu Agency*, 10 juillet 2022.

⁸³ « [Échanges commerciaux Algérie-Union européenne en 2020](#) ».

⁸⁴ « [L'Algérie suspend son traité d'amitié avec l'Espagne](#) », *France 24*, 28 avril 2022.

⁸⁵ « [L'Algérie suspend son traité d'amitié avec l'Espagne](#) », *Aljazeera*, 12 juillet 2022.

⁸⁶ « [L'Algérie suspend son traité d'amitié avec l'Espagne](#) », *op. cit.*

consommation de gaz de 15 %, une demande initialement rejetée par Madrid, moins dépendante de Moscou que ses voisins européens. Dans le cas où Alger couperait ses livraisons de gaz à Madrid, le Royaume ibérique serait contraint d'augmenter ses approvisionnements sur le marché international à des prix plus élevés.

Conclusion

Le Maroc et l'Espagne sont des partenaires stratégiques et indispensables l'un à l'autre. En mettant fin à sa « neutralité active » entre le Maroc et le Front Polisario, l'Espagne confirme le caractère prioritaire de Rabat dans sa politique extérieure. Le 7 avril dernier, l'adoption par le roi Mohamed VI et Pedro Sánchez d'une nouvelle feuille de route sur les relations maroco-espagnoles a relancé la coopération bilatérale à tous les niveaux. Les deux pays ont notamment rétabli leur coopération économique, sécuritaire et culturelle et préparent l'organisation d'une douzième réunion de haut niveau.

Malgré ce dynamisme et cette complémentarité, le niveau de coopération et d'échange entre les deux pays reste en deçà de son potentiel. En effet, la persistance de contentieux territoriaux mine régulièrement la confiance mutuelle et peut faire basculer les relations bilatérales du bon voisinage à l'antagonisme géostratégique. À long terme, il conviendra d'observer l'impact que pourrait avoir une potentielle réconciliation entre Alger et Madrid sur le partenariat maroco-espagnol. En outre, il faudra surveiller si une éventuelle victoire du PP aux élections municipales espagnoles de 2023 et l'arrivée d'Alberto Núñez Feijóo à la Moncloa pourrait remettre en question ou confirmer le positionnement actuel de l'Espagne sur le Sahara.

En privilégiant ses relations avec le Maroc au détriment de l'Algérie, Madrid bouleverse les rapports de forces géostratégiques au Maghreb. Tandis que l'ONU peine à relancer un dialogue politique sur l'interminable conflit au Sahara, la diplomatie marocaine parvient à faire valoir son règlement en obtenant le soutien de ses alliés. Le 20 août dernier, à l'occasion du soixante-neuvième anniversaire de la « Révolution du Roi et du Peuple », le souverain marocain a rappelé que « le dossier du Sahara est le prisme à travers lequel le Maroc considère son environnement international⁸⁷ ». En outre, le roi du Maroc a appelé ses partenaires à « clarifier⁸⁸ leur position sur ce dossier et à « soutenir sans équivoque la position marocaine⁸⁸ ». Pour rappel, le revirement espagnol sur le Sahara fait écho à celui des États-Unis, qui, nonobstant le changement d'administration, ont confirmé leur soutien au plan d'autonomie de Rabat et leur reconnaissance de la souveraineté marocaine sur ce territoire. Au niveau de l'UE, des pays comme l'Allemagne ou les Pays-Bas ont également apporté leur soutien à l'initiative d'autonomie marocaine. En outre, bénéficiant d'un soutien croissant de la part de plusieurs pays arabes et africains, le Maroc a inauguré 27 consulats étrangers dans les villes de Laâyoune et Dakhla. Selon la presse marocaine, le discours du souverain marocain est un appel à la France, alliée traditionnelle et incontournable du Maroc, à faire évoluer sa position sur ce dossier. Selon France Diplomatie, « la position de la France concernant

⁸⁷ « Discours royal du 20 août : « [Le dossier du Sahara est le prisme à travers lequel le Maroc considère son environnement international](#) », *TelQuel*, 20 août 2022.

⁸⁸ *Ibid.*

0 u-
tuellement acceptable conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies⁸⁹. Alors que la France a rappelé qu'elle considère le plan d'autonomie marocain comme « une base de discussions sérieuse et crédible », elle refuse toujours à le soutenir officiellement comme l'unique solution pour la résolution du conflit.

0 gent que la responsabilité de leur auteur.

⁸⁹ France Diplomatie, « [Sahara occidental - Q&R . Extrait du point de presse](#) », 21 mars 2022.